

de pays comme le Japon, l'Angleterre, les U. S. A., à réorganiser son économie sur un pied de guerre tout en pratiquant, lui aussi, une très subtile inflation monétaire, il s'agit, tout en réarmant à un rythme accéléré, de tenir tête aux Etats capitalistes adverses, afin de maintenir ses positions jusqu'à la prochaine guerre. Ainsi, la loi du 13 mars, dite « d'ordre économique organique », exprime bien cette tendance du capitalisme allemand. L'activité économique du Reich est subdivisée en 12 secteurs dont 7 comprennent l'industrie. Chaque secteur aura son « Führer », sorte de commissaire d'Etat. Il est à noter que le « Führer » de l'économie allemande est Ph. Kessler, directeur des usines électriques Bergmann et, sous ses ordres, se trouve le « Führer » de l'industrie, Krupp von Bohlen und Halbach. En outre, l'affiliation obligatoire, pour toutes les entreprises, à la fédération professionnelle correspondante a été introduite. La monopolisation est donc poussée à ses points extrêmes et si l'on tient compte de la fixation des prix agricoles, du contrôle des céréales (mesure qui va permettre au gouvernement d'imposer ses prix aux petits paysans), du contrôle des importations et des exportations, l'on a vraiment une image-type d'une économie de guerre.

L'économie de guerre permet au capitalisme allemand de rationner l'ensemble des branches d'industrie au profit des industries nécessaires à la guerre. La production de l'acier et du fer s'est accrue en particulier. Varga rapporte, dans la « Correspondance Internationale », que toute une série de nouveaux hauts-fourneaux ont été mis en œuvre (Ruhrort-Meiderich, Acierie Thyssen, à Hamborn, Acierie Julius, en Haute Silésie, Consortium Mannesmann). Par contre, le recours aux « ersatz », dans certains domaines industriels (Textile), en matière alimentaire (beurre, graisse), la fixation des prix des denrées alimentaires et leur répartition dans le pays, en atteignant, avant tout, les travailleurs et les petits paysans, permettent au capitalisme de réaliser un excédent pour réarmer.

Fort probablement, les stocks de matières premières qui, durant les cinq premiers mois de 1934, se constituèrent au détriment des exportations, ne proviennent pas seulement de la politique de réarmement massif de l'Allemagne, mais

aussi d'une crainte d'inflation qui détermina des achats massifs de matières premières étrangères.

Cependant, s'il n'existe pas d'inflation déclarée en Allemagne, le système des « scrips » ou marks bloqués équivaut, en fait, aux avantages d'une inflation dirigée. Ne pouvant payer ses créanciers, bloquant leur avoir, le gouvernement allemand, sur la demande même de ses créanciers (1), rachète les avoirs bloqués en dessous du prix nominal et permet l'emploi de « sperrmark » ou mark déprécié aux seuls acheteurs de marchandises en Allemagne. Par là, le capitalisme allemand parvient partiellement à riposter au dumping monétaire des Etats capitalistes adverses.

L'Allemagne montre donc tout particulièrement que si les réserves or d'un pays capitaliste déterminé, mesurent le degré effectif de sa puissance économique et politique, sa presque complète disparition (2 p.c. à 7 p.c. pour le Reich) n'est pas le signe de sa faillite, mais uniquement l'indice de ses difficultés à surmonter les contrastes de la situation actuelle, d'une façon pacifique. Possédant une industrie potentiellement très puissante, mais sans capitaux et marchés, l'Allemagne parvient à résister, grâce à une organisation de guerre de son économie, grâce à une inflation subtilement dirigée, dont ses créanciers font les frais, comme d'ailleurs partiellement pour son réarmement.

Mais une économie de guerre, quand les conditions internationales pour la guerre n'existent pas encore, appliquée à un pays comme l'Allemagne actuelle, détermine forcément des heurts économiques qui, parce que le prolétariat est anéanti, s'expriment au sein de la classe capitaliste, au lieu de trouver un débouché dans la lutte des classes. Il faut, notamment, reprendre le rythme antérieur des exportations permettant la réalisation d'un excédent, réaliser de nouvelles économies dans les prix de revient, accentuer le « dumping monétaire ».

Si l'on tient compte qu'à part le fait que le chômage n'a pas été entamé par la politique de grands travaux publics de 1933 (la « Gazette de Francfort » prétendait qu'en décembre 1933, près d'un mil-

(1) Voir, à ce sujet, le communiqué publié par la Chambre de Commerce franco-belge.

lion 800,000 Allemands de plus qu'en 1932 avaient été mis au travail, c'est-à-dire un travail « volontaire » d'autosfrades, canaux, défrichement, pour des salaires équivalents aux allocations de chômage), il est certain que les salaires ont déjà subi de fortes atteintes. Ainsi, l'introduction « spontanée » de la semaine de 40 heures dans certaines entreprises a consisté à répartir, sur un plus grand nombre de bras, le même volume de salaires. D'après les statistiques fascistes, le revenu des ouvriers, employés et fonctionnaires a été, par trimestre, en millions de marks :

En 1933 : 6,490, 6,826, 6,768, respectivement pour les deuxième, troisième et quatrième trimestres.

En 1934, 6,800 pour le premier trimestre. Soit une augmentation de 5 p.c. Mais, par contre, le nombre d'ouvriers occupés, d'après ces mêmes statistiques, a été le suivant (en milliers) :

En 1933 : 19,062, 13691, 13713, respectivement pour les deuxième, troisième et quatrième trimestres. En 1934 : 14,064 pour le premier trimestre. Soit une augmentation de 7 p.c. Les revenus enregistrés ont donc augmenté de 5 p.c. et le nombre d'ouvriers de 7 p.c. Par conséquent, le revenu par tête a diminué. Si l'on tient compte que le coût de la vie a augmenté, de mars 1933 à mars 1934, de 4.1 p.c., l'on peut conclure en affirmant que le salaire réel des ouvriers occupés a diminué de 6.1 p.c. Et encore, ne tenons-nous pas compte de tous les dons « volontaires » et « spontanés » que les prolétaires doivent effectuer en Allemagne.

Nous voyons donc que la politique économique fasciste, si elle comprime à l'excès les initiatives économiques des capitalistes individuellement considérés, fait l'intérêt de l'ensemble de la bourgeoisie aux dépens de la masse des travailleurs.

Les massacres du 30 juin

Nous avons déjà dit que, pour comprendre un événement, il faut en déterminer la liaison avec l'ensemble de la situation historique. C'est donc un bavardage vain que de vouloir reconnaître, parmi les partenaires qui se sont affrontés le 30 juin, les représentants directs ou indirects de classes en lutte. S'il est parfaitement exact que la violence est le seul instrument pour résoudre des conflits de classe, il n'en résulte pas qu'une

fois un conflit violent éclaté, s'ouvre automatiquement une situation de changement des rapports de force entre les classes au sein de la société capitaliste.

La victoire fasciste a décapité la société de la seule force pouvant se relier aux mouvements, soubresauts et convulsions se produisant dans le mécanisme économique et pouvant conduire à une transformation des bases de la société, c'est-à-dire à la victoire insurrectionnelle du prolétariat. Mais l'écrasement de ce dernier, s'il supprime provisoirement le mouvement autonome de la classe pouvant conduire au déclenchement de la révolution, ne conduit pas à l'harmonisation de toute la société allemande finissant par se mouvoir sous le simple effet des coups de baguette de Hitler. La société capitaliste continue son chemin hérissé de contrastes. Mais, désormais, ces derniers vont éclater non sur la base de mouvements de classes qui opposent leurs intérêts spécifiques et historiques, mais au sein de la seule classe, du capitalisme, ayant réalisé son hégémonie totale. Le jeu des tendances au sein du parti naziste ne donne nullement lieu à une évolution reflétant, soit même indirectement, les aspirations des classes antagonistes, mais représente les chocs qui se produisent au sein d'une seule classe qui a réalisé l'incorporation, en son sein, de l'ensemble de la société (ouvriers y compris). Mais cette incorporation n'est possible que pour la réalisation de l'objectif qu'elle comporte, c'est-à-dire pour le déclenchement de la guerre. Il est absolument certain que les mœurs de Roehm n'auraient pas été découvertes ou la « révolte » des sections d'assaut ne se serait pas produite si déjà, en juin, les conditions avaient mûri pour le conflit mondial. L'opposition entre Reichswehr et sections d'assaut peut bien exprimer une divergence réelle, mais l'essentiel est de voir si ce contraste peut conduire à une collision conduisant au suicide du capitalisme, ou bien ouvrir une phase de relâchement de l'appareil de domination du capitalisme, ou bien encore si cette divergence n'est pas, au contraire, appelée à déterminer une plus grande discipline des différents instruments dont dispose la bourgeoisie. En juin, cette « disciplinisation » s'est faite sur le front de la mise au pas sanglante de l'aile capitaliste qui, emportée par les événements, voulait ar-